

## HISTOIRE DES CAMPS DE FRONTIÈRE

En été 1998 des activistes de «personne n'est illégal», des autonomes et des groupes antifascistes en Sachsen oriental, ont appelé pour la première fois pour un camp d'action au frontière allemand-polonais. Environ 300 personnes de l'est et de l'ouest participaient aux actions contre le régime de frontières, auquel une police de frontière hautement mécanisée et la disposition de dénonciation de grandes parties de la population se combinent dans une chasse humaine des personnes appelées immigré(e)s illégaux et illégales parfois mortelle. Un autre accent étaient des actions contre des structures régionales (néo-)fascistes. 1999 ce projet continuait à Zittau dans la région des trois pays, et dans l'année 2000 un camp était organisé à Forst près de Cottbus. L'année passée les camps quittaient les frontières externes orientales pour la première fois, et assiégeaient l'aéroport allemand de déportation numéro 1 à Frankfurt/M. De plus en plus, le camp était organisé et porté par des personnes de spectres différents, tels que des auto-organisations de réfugié(e)s et partiellement par des activistes polonais(e)s.



Personne n'est illégal!

## EN AVANT L'ÉTÉ ANTIRACISTE!

*A part du camp à Jena toutes les personnes intéressées ont l'opportunité de participer à d'autres activités de gauche radicale:*

**RECLAIM THE HIGHWAY:** *convoi/caravane de Jena à Strasbourg avec stop au Frankfurt-Airport après la fin du camp à Jena.*

**NOBORDER-CAMP:** *du 19 au 28 Juillet un camp international du réseau européen noborder aura lieu à Strasbourg. Il vise à un régime de frontière européen en train de s'uniformiser avec son système d'information de Schengen, dont le siège se trouve à Strasbourg.*

**SUMMERCAMP:** *(résultant de la cross-over-conference) Probablement du 3 au 11 août près de Cottbus. Jusqu'à présent il y a un accent sur des sujets comme gender (genre, sexe culturelle)/migration/travail, prostitution de frontière/ travail sexuel et biotechnologie.*

**LAND-IN-SICHT-TAGE:** *à Hamburg il y aura un camp du 18 août, qui se consacre aux thèmes de sécurité interne, populisme de droite, formation autoritaire et - lié à cela - structures racistes et sexistes.*

**TOUR DE CARAVANE 2002:** *Sous le titre «Asile est un droit de l'homme» et «Nous sommes ici, parce que vous détruisez nos pays», cette année il y aura encore une caravane pour les droits des réfugié(e)s et migrant(e)s. Elle commencera le 17 août avec des actions de centre-ville à Oldenburg; d'autres stations seront en outre Bramsche (Ausreisezentrum = centre de départ), Bremen et Hamburg.*

## CAMPER SIGNIFIE FAIRE DU CAMPING-STRUCTURES ET ORGANISATION

Comme dans les années passées la participation au camp exige la disposition d'organiser et réfléchir à certaines choses aussi auparavant. Par exemple cela signifie rapporter des matelas isolants, des tentes et des sacs de couchage, si possible plusieurs, car pas tous les participant(e)s vont en posséder. Il y aura une Vokü (cuisine populaire) qui va s'occuper des repas, mais cela ne fonctionnera seulement, si tous ceux et toutes celles qui peuvent, payent une cotisation et aident à cuisiner etc.

Il y aura plusieurs grandes réunions générales, une réunion de délégué(e)s quotidienne, une tente d'information et un espace femmes-lesbiennes.

En plus il s'est montré utile d'avoir des voitures, bicyclettes et d'autres moyens de transport. Il serait très bien si des gens rapportent de l'équipement d'action, c'est-à-dire des tissus pour des banderoles, de la peinture, des mégaphones etc.

Le lieu du camp sera annoncé plus tard, donc restez branchés et informez-vous.

À bientôt!

### CONTACT

[www.nadir.org/camp02](http://www.nadir.org/camp02)

The Voice Africa Refugee Forum  
Schillergäßchen 5  
07745 Jena  
tel.: 0049 (0) 3641 / 66 52 14  
fax.: 0049 (0) 3641 / 44 93 04  
0049 (0) 3641 / 22 12 91  
[The\\_Voice\\_Jena@gmx.de](mailto:The_Voice_Jena@gmx.de)

Hier die Kontoverbindung für Spenden:  
Inhaber: Camp ag  
Kto: 101 556 06  
Blz: 830 944 54 (Volksbank Saaletal e.g.)

# Grenzcamp

le cinquième  
camp de frontières  
antiraciste

Du 12 ou 19 juillet 2002 le cinquième camp de frontières antiraciste aura lieu à Jena/Thüringen. Pendant une semaine on va honorer Jena avec notre visite afin d'attaquer des rapports racistes de manière théorique et pratique pour la cinquième fois maintenant. Le programme se compose d'actions confrontatives, discussions sur des perspectives de politique antiraciste et de gauche radicale, discussions sur des réalités de vie différentes, sur leur relation au rapports de pouvoir dans la société, et surtout l'organisation commune de la vie quotidienne au camp. La parole «Reclaim the highway» fera suite au camp, lorsqu'un convoi partira de Jena pour le no-border camp international à Strasbourg.

Après le camp passé dans la „métropole occidentale“ dans les alentours immédiats de l'aéroport de Frankfurt, cette année les tentes retourneront dans la „province orientale“. Cependant „Viser les frontières internes“, ce slogan créé pour le camp

à Frankfurt, garde sa validité.

Un accent des activités à Thüringen sera sur l'isolation et l'exclusion quotidiennes des réfugié(e)s, leur situation de vie précaire dans les foyers, sous le menace permanent de pouvoir être déporté(e) à tout temps, et contrôles racistes perpétuels - souvent à base de la «Residenzpflicht». Particulièrement au Thüringen rural avec sa population relativement homogène majoritairement allemande, la densité de contrôles et l'isolation ont un effet même plus répressif que dans les métropoles, qui offrent un espace de protection relative du à leur histoire de migration plus étendue. Au moins pour une semaine on veut rompre la normalité de l'isolation, criminalisation et marginalisation de réfugié(e)s et migrant(e)s et la confronter avec notre opposition véhémement. Buts de notre

## FOCUSSING INTERNAL BORDERS FOR FREE MOVEMENT

intervention seront pareillement le refus de droits de l'homme fondamentaux comme „freedom of movement“ et le droit de s'engager politiquement, la violence psychologique, verbale et physique contre des réfugié(e)s et migrant(e)s, et l'exclusion des richesses de la société.

En ceci on veut regarder la globalité des rapports racistes, comme pour nous le racisme ne se réduit pas aux restrictions par l'État. Au contraire, il y a un rapport de dépendance mutuelle entre le racisme étatal et social ; c'est cette relation de laquelle résulte l'hégémonie raciste au niveau de la société, donc ce concours de structures de perception et d'acte qui éprouve autant de consent et si peu d'opposition que se tisse un réseau raciste à mailles étroites au niveau individuel, structurel et étatal. Ce réseau se présente de manière multiple : Non-intervention des passagers et passagères et du personnel durant des déportations dans des avions de ligne, pétitions contre la double-citoyenneté, dénonciation aux frontières, discrimination raciste au marché du logement et du travail, dépendance du titre de résidence de conjoints allemand(e)s et rapports de violence, souvent liés à ce fait, particulièrement pour des femmes, etc..

Un autre élément de ce réseau raciste, est représenté par l'enchaînement des ascriptions racistes avec la catégorisation de personnes selon leur utilisabilité au cadre du débat d'immigration. Avec la nouvelle loi d'immigration la RFA serait pionnière européenne concernant la stratégie de combiner la sélection de migrant(e)s selon des critères d'utilisabilité avec le cloîtement simultané. La régulation de la migration ouvrière s'oriente aux exigences économiques, c'est-à-dire capitalistes. Suivant ces besoins économiques les un(e)s reçoivent des cartes de séjour à durée sévèrement limitée et avec des charges répressives. Aux autres l'entrée au pays ou respectivement l'obtention d'un statut de résidence assuré sont rendues même plus impossibles qu'auparavant: Il y a des plans pour des centres dits „de départ“ ce qui signifie une extension de la rétention, l'abolition de la „tolérance“ (=Duldung), la suppression d'asile politique de durée illimitée mais bien la menace perpétuelle de déportation au moyen de réexaminations régulières, etc. Cette politique mène à une illégalisation étendue de migrant(e)s, ce qui leur rend autant plus exploitables.

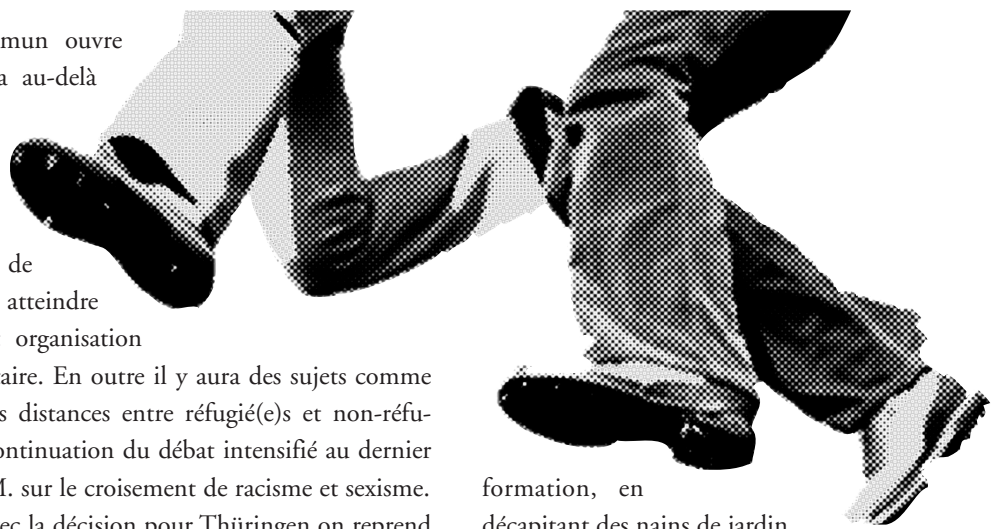
**D'une côté, avec la décision de faire le camp à Jena cette**

**année, on veut faire une démarche pour briser la dominance des antiracistes blanc(he)s et Allemand(e)s majoritaires (cette expression „Allemand(e) majoritaire“ traduction de „mehrheitsdeutsch“ signifie des caractéristiques majoritaires et/ou normatives et/ou dominantes en Allemagne telle que la peau blanche, une socialisation chrétienne, classe moyenne ou élevée etc.** Nous utilisons cette expression afin d'éviter des énumérations et afin d'explicitier le statut social relié à ces caractéristiques), afin de faire avancer une organisation transidentitaire dans la coopération avec des groupes auto-organisés de réfugié(e)s et migrant(e)s. Cela signifie : D'une part on ne veut pas perdre de vue les différents arrière-plans d'expériences, après tout des réfugié(e)s, des Allemand(e)s blanc(he)s et des migrant(e)s sont exposé(e)s à des conditions différentes, dû au rapports racistes. D'autre part, on ne veut pas simplement accepter les différentes identités qui se créent en outre suite à ces conditions différentes. Car, comme dit auparavant, ce sont des rapports racistes qui sont derrière ces relations. Donc, il s'agit d'attaquer des murs d'identité ; on veut sonder intersections, regarder, où un tra-

vail politique commun ouvre des espaces, et cela au-delà d'instrumentalisation (de n'importe quelle façon). Dans ce sens, cette année, on va faire de notre mieux pour atteindre une préparation et organisation du camp plus égalitaire. En outre il y aura des sujets comme les proximités et les distances entre réfugié(e)s et non-réfugié(e)s ou bien la continuation du débat intensifié au dernier camp à Frankfurt/M. sur le croisement de racisme et sexisme. En même temps, avec la décision pour Thüringen on reprend la campagne „for free movement“ contre l'obligation de résidence (Residenzpflicht), et l'exigence de droits égaux pour réfugié(e)s et migrant(e)s. L'abolition de l'obligation de résidence est une de plusieurs conditions pour une coopération politique plus égale entre Allemand(e)s majoritaires, migrant(e)s et réfugié(e)s. En tant que cela elle est dans le contexte de la résistance contre les frontières internes et la liberté de mouvement distribuée mondialement de façon inégale.

**Comme dans les années passées on va oser de voir plus loin que de bout de nos nez, afin de saisir le croisement des rapports de pouvoir et de domination dans la société, afin de développer des stratégies politiques communes et afin de lier les luttes différentes.** Points de départ sont en outre des diverses luttes en Europe et mondiaux – antiraciste comme le démontage des clôtures du camp d'internement à Woomera et le soutien de l'évasion collective suivante, la caravane pour les droits de réfugié(e)s et migrant(e)s, les camps anti-frontière à Bialystok/Krynki en Pologne orientale ou à Tarifa en Espagne ; ou bien la renaissance de la politique anticapitaliste à l'abri du vent du mouvement antimondialiste, des luttes antisexistes pour les droits d'ouvrières (de sexe) illégalisées, antifascisme et des actions contre l'antisémitisme. Cette variété est

notre avantage, parce que, comme aux camps passés, cette fois aussi il y aura personnes de différents spectres politiques qui devraient se demander en quel regard et de quelle façon ils pourraient coopérer. C'est pourquoi au camp 02 il y aura un accent sur une communication commune au lieu de la coexistence avec rarement de contact entre groupes ou scènes partielles, ce qui avait été déploré lors des camps passés. Pour cela on va utiliser une langue compréhensible pour autant de personnes que possible afin de réduire les difficultés de communication et les hiérarchies de connaissances et de pouvoir suivantes. C'est pourquoi on propose bilinguisme ou anglais comme langue de camp. Quand même on va organiser - selon nos possibilités - des traductions pour les langues nécessaires. En plus le camp offre et crée des lieux et espaces divers pour communiquer interne et à l'extérieur: en préméditant des actions communes, presque à tout moment dans la tente plénière, au cours de réclames dans les villes, durant des « happenings » pink-silver, aux événements d'information ou stages publics, en glandant dans le bar du camp, au cours de des avis de guérilla de communication, évidemment autour de la tente d'in-



formation, en décapitant des nains de jardin, en coupant des légumes pour la cuisine de plein air ou n'importe où vous voulez.

**En espérant que, au moyen de cette réunion de 8 jours pendant l'été, on va atteindre plus de capacité d'agir politiquement, créer des réseaux et remporter des nouvelles approches dans les villes et les régions, on invite toutes et tous les intéressé(e)s de participer et s'engager au camp de frontières 2002. Informez-vous et autres, publiez la date, lutez, mobilisez, préparez des propres actions et quelqu'en vous viens dans la tête!**

**IL N'Y A PAS D'ARRIÈRE-PAYS TRANQUILLE!**

Avec Jenoptik et avant tout Carl Zeiss il y a deux entreprises à Jena qui s'engagent dans l'industrie d'armes « optroniques ». Le dernier ventes son « optique de précision » non seulement à « l'armée, l'armée de l'air et la marine », mais aussi bien à la police de frontière allemande (BGS). Sur leur homepage ils écrivent de manière fière : « Des véhicules d'observation de l'espace de frontière de la ZEISS

Optronik GmbH sont utilisées internationalement pour l'observation de frontières et de grands terrains. Dans ce sens Zeiss symbolise idéalement le rapport de guerre externe et de contrôle interne.

L'image de la position économique (Wirtschaftsstandort) est aussi portée par la « Friedrich-Schiller-Universität » à Jena. Jena est un des 4 lieux mondiaux qui sont responsable du décodage du génome humain. Pour cela l'université peut recourir à sa tradition durant le nationalsocialisme quant à l'« étude de l'homme » - jusqu'aujourd'hui l'université ne voit pas une nécessité de s'occuper de son passé.

À Gera la « Kameradschaft Gera » établit presque sans opposition « l'ordre allemand », à Jena des jeunes membres du NPD dans des pullovers tricotés blancs avec des cheveux courts en ordre, faisant part du conseil communal, essayent d'établir un centre de jeunesse national.

Loin de Jena, dans la forêt et presque complètement isolé du aux possibilités de transport manquantes il y a l'« institution centrale pour l'accueil premier de demandeurs d'asile » (ZAST) à Jena-Forst. Directement à côté se trouve « l'administration fédérale pour l'acceptation de chercheurs d'asile » (Bundesamt für die Anerkennung Asylsuchender). Environ 300 réfugié(e)s de la ZAST sont exposé(e)s au traitement arbitraire et aux chicanes du service de surveillance – une entreprise de sécurité à Jena-. Quand ils et elles sont distribué(e)s aux accueils environnant ils doivent craindre des attaques des nazis locaux.

